

Il est assez clair que certains des principaux objectifs à court terme de la nouvelle politique américaine visent à diminuer la dépendance américaine à l'égard des importations de pétrole et de gaz tout en cherchant à augmenter les réserves et la production nationales d'hydrocarbures de façon à faire face à la consommation d'énergie en constante augmentation. Bien sûr, les Américains continueront à acheter tout le pétrole et le gaz naturel que nous serons prêts à leur vendre à court terme, mais, à mon avis, il est évident qu'ils n'ont pas l'intention de faire appel aux réserves de pétrole et de gaz canadiens pour répondre à leurs besoins à long terme et qu'ils élaborent de nouvelles politiques et de nouveaux programmes en vue de se passer des réserves en hydrocarbures du Canada. Cette politique d'ensemble cadre bien avec les objectifs des États-Unis consistant à s'assurer des approvisionnements d'énergie tout en cherchant à combler un déficit annuel en importations de 1.25 milliard.

Mais avant tout, le message du président Nixon dit clairement que le Canada perdra peu à peu la place de choix qu'il occupe sur le marché américain. En outre, le Canada devra bientôt non seulement faire concurrence à d'autres pays, notamment l'Union soviétique, qui cherchent à pénétrer le marché de l'énergie aux États-Unis, mais il devra aussi compter avec des entreprises américaines fonctionnant dans un contexte privilégié.

Tant que les États-Unis seront forcés de réduire leurs achats de pétrole à l'étranger, des mesures destinées à corriger ce déséquilibre commercial vont sans doute s'accumuler graduellement pendant plusieurs années. À l'instar de plusieurs des propositions du président Nixon, celle-ci vise à l'accélération de ces mesures correctives. La hausse du prix de l'essence, les tarifs d'importation au pro-rata sur tout le pétrole vers 1980, le dégrèvement de 12 p. 100 sur les dépenses intangibles entraînées par des forages réussis, le relâchement de la réglementation écologique régissant l'extraction et l'utilisation des ressources et les initiatives prises pour approvisionner le marché en pétrole alaskien, tout révèle l'urgence que revêt ce déséquilibre commercial pour les Américains.

D'autres objectifs à long terme du message de M. Nixon sur l'énergie, pris collectivement, auront probablement des répercussions encore plus sensibles sur la position du Canada en matière d'énergie. Je parle de la protection soutenue et mieux conçue de l'industrie pétrochimique des États-Unis au détriment des importateurs étrangers de pétrole; des lois fiscales nationales plus favorables qui encourageront le détournement des fonds destinés à l'exploration des régions éloignées du Canada au profit d'une recherche plus intensive aux États-Unis; de la suppression des quotas attachés à l'importation du pétrole qui peut amener le pétrole du Moyen-Orient vers les marchés considérables des États-Unis, ce qui aura pour effet de rendre la concurrence plus difficile ou peut-être de remplacer les marchés traditionnels canadiens du pétrole; et de l'établissement d'installations de forage en haute mer aux États-Unis au détriment d'installations similaires projetées pour nos Maritimes.

Mais peut-être l'effet le plus significatif du message de Nixon sur le Canada est-il également le plus intangible, à savoir que tout accord commercial bilatéral entre les deux pays impliquera nécessairement et inévitablement un certain engagement des ressources énergétiques du Canada, en particulier du gaz naturel; si ce secteur n'est pas administré avec prudence, il pourra bouleverser notre stratégie nationale de développement industriel. Je vous fais part de ces constatations pour vous montrer qu'il serait peu

clairvoyant et peu sage de prendre à la hâte et dans réflexion des mesures indûment rigoureuses et déraisonnables, lesquelles au cours des prochaines semaines et des prochains mois pourraient réagir défavorablement sur nos relations commerciales avec nos voisins du sud.

Au lieu de nous en tenir à l'aspect négatif de la présente situation, pensons aux magnifiques perspectives qu'elle offre au Canada. Certes nous avons des problèmes qui réclament notre attention dans le domaine de l'énergie en ce pays, par exemple la lutte entre le gouvernement fédéral et les provinces pour le droit de propriété sur les ressources sous-marines de pétrole et de gaz, l'acheminement et les répercussions écologiques des futurs projets de pipe-lines, le coût de transport, les redevances et les impôts, les prix sur place et au marché, le partage des actions entre les Canadiens, les sociétés étrangères et d'autres questions de ce genre. Toutefois, il y a un point sur lequel il n'y a pas lieu pour nous de s'inquiéter et c'est la suffisance à long terme de nos ressources énergétiques.

Certaines contraintes actuelles au niveau de la production pourraient bien nous obliger à restreindre nos exportations de pétrole brut aux États-Unis et il y a certaines limites aux quantités de gaz naturel disponibles pour l'exportation. En ce qui concerne les perspectives à long terme toutefois, j'estime que les avis des experts et des savants démontrent clairement que les ressources énergétiques actuelles et futures du Canada sont de beaucoup supérieures aux besoins d'une bonne partie du prochain siècle.

Quelles sont les possibilités énergétiques du Canada? Le Canada possède d'importantes réserves que tous les combustibles fossiles communs, tels le pétrole, le gaz naturel, les bitumes, le charbon et la lignite, en plus des ressources hydro-électriques et de l'uranium. Il existe de très vastes réserves prouvées de pétrole, de gaz naturel et de produits liquides du gaz naturel en Colombie-Britannique, en Alberta et en Saskatchewan ainsi que d'énormes possibilités de nouvelles découvertes et de croissance dans ces trois provinces et encore plus dans les régions du Grand Nord.

Les gisements pétroliers de sables de l'Athabasca, en Alberta, constituent l'une des plus grandes sources de bitume et de mazout synthétique du monde. La Colombie-Britannique et l'Alberta possèdent des réserves prouvées colossales de houille bitumineuse et sous-bitumineuse. La Saskatchewan a de grandes réserves de lignite propre à l'énergie électrique. Les énormes ressources hydro-électriques de la Colombie-Britannique, de l'Ontario, du Québec et du Labrador sont bien connues. Le Canada possède une des plus vastes réserves mondiales d'uranium naturel dans les provinces de l'Ontario et de la Saskatchewan et dans les territoires du Nord-Ouest.

La plupart de l'énergie utilisée au Canada provient de ses propres ressources, mais en fait nous recevons, dans l'est du Canada, du mazout importé d'outre-mer. De même, l'est du Canada importe de fortes quantités du charbon qu'on peut maintenant se procurer dans l'est des États-Unis. Les échanges en ressources énergétiques du Canada lui ont permis, et continueront de lui permettre, d'une part, de profiter des prix plus bas offerts au Canada de l'Est, et d'autre part de vendre ses surplus et de contribuer ainsi au maintien d'une balance commerciale satisfaisante pour compenser les importations d'autres denrées essentielles.

Il est cependant essentiellement important que nous gérons nos ressources énergétiques de façon à maintenir nos industries dans ce domaine saines et vigoureuses et à nous assurer qu'elles fonctionnent à l'avantage de tous les Canadiens. Pour cela, il faut reconnaître certains facteurs